

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur le rôle des territoires ruraux dans l'équilibre territorial, sur la poursuite en 2016 de plusieurs dispositifs d'appui financier à ces territoires, Tulle le 16 janvier 2016.

Monsieur le Président du Conseil Régional, cher Alain ROUSSET,

Merci donc de m'accueillir chez moi, ici à Tulle, en Corrèze. C'est vrai que maintenant la Région a pris une place considérable parce que c'est la plus grande Région de France quant à la surface qu'elle occupe. Il vous a fait lui-même la démonstration que c'était une Région d'excellence. Je n'avais pas imaginé un jour que la Corrèze puisse être dans l'Aquitaine mais elle n'est pas dans l'Aquitaine puisque c'est l'Aquitaine qui est venue jusqu'en Corrèze.

Monsieur le Président du Conseil départemental, cher Pascal COSTE,

Est-ce que vous mesurez la chance d'être Président du Conseil départemental de la Corrèze ? La responsabilité, je n'en doute pas, mais la chance ! Vous avez même dit qu'il y avait comme une tradition pour devenir Président de la République J'ai même pensé que vous en aviez inventé un de plus, c'était pour préparer le prochain Mais c'est vrai que c'est un département qui ne ressemble à aucun autre £ j'imagine que dans tous les départements de France, on doit penser la même chose, mais c'est un département qui a sa tradition mais qui a surtout son avenir.

Monsieur le maire de Tulle, c'est un beau mandat que d'être maire de Tulle, parce que c'est le chef-lieu, parce que c'est effectivement un lieu où il y a eu des combats, ceux de la Résistance, comme partout en Corrèze et puis c'est une ville laborieuse, solide, affectueuse et elle me le montre à chaque fois qu'elle m'accueille en son sein.

Je salue les parlementaires qui sont ici et qui se dévouent pour le pays et leur département. Je veux également avoir une pensée pour les présidents des départements voisins car en Corrèze, nous sommes même capables d'attirer des présidents de conseils départementaux qui ne sont pas de la grande Région Aquitaine £ on a même emmené le Puy-de-Dôme avec nous !

Mesdames, Messieurs, qui représentez les forces vives de la Corrèze, je vous salue parce que vous savez combien, chaque année, je prends plaisir à être ici avec vous. Cérémonie de vux aux Corrèziens, longue tradition. J'y retrouve une terre qui m'a accueillie et qui m'a fait confiance et puis je retrouve tant de visages connus. Mais, je viens en ce début d'année, après des événements terribles qui ont frappé notre pays, en janvier 2015 et en novembre 2015. Nous les avons à l'esprit, nous ne les oublierons jamais. Nous avons fait face avec dignité, avec responsabilité, avec unité et j'ai salué autant que j'ai pu toutes les forces qui y ont contribué forces de sécurité, forces militaires aussi et tous ces sapeurs-pompiers professionnels et volontaires qui se sont également engagés lorsqu'il y a eu ces drames.

Le terrorisme est un terrible fléau qui a frappé la France et qui nous menace en France et qui frappe aussi des pays amis dans le monde. Cette nuit, au Burkina Faso, pays qui est lié à la Région autrefois Limousin, à Ouagadougou, dans cette capitale de l'Afrique de l'Ouest, des terroristes ont assassiné lâchement 27 personnes dont 7 femmes et 1 enfant. Ces terroristes voulaient une fois encore créer l'horreur. Ils sont allés dans plusieurs établissements, hôtels et restaurants et il a fallu que les forces armées du Burkina Faso, appuyées par les forces spéciales

françaises et je veux ici saluer leur courage- que ces éléments militaires puissent intervenir pour libérer 120 otages qui sans doute auraient connu un sort cruel. Il y a des victimes, je n'ai pas encore le bilan exact, une victime serait française et il y a encore d'autres identifications en cours. Je veux dire, devant vous, que notre détermination à lutter contre le terrorisme ne date pas, hélas, de ces événements. Dès le début de mon mandat, j'ai eu à intervenir au Mali, un pays proche du Burkina Faso et puis, après les épreuves que nous avons traversées, renforcé encore l'intervention de nos armées, de nos aviateurs en Syrie et en Irak. Nous devons lutter contre le terrorisme partout où il saccage, massacre, viole, pille, tue, sans distinction. Nous devons lutter contre le terrorisme tout en restant nous-mêmes, en appelant à des solutions exceptionnelles l'état d'urgence, je l'ai moi-même instauré sur proposition du Premier ministre- mais en faisant en sorte que même dans ces situations exceptionnelles, nous puissions rester dans le respect du droit, de la liberté, de ce qui fait que nous sommes la France.

Alors, je m'adresse à vous, une fois encore, après des drames -puisque l'année dernière, j'étais là- et nous étions quelques jours après les attaques contre Charlie-Hebdo, les assassinats de policiers, puis ces agressions odieuses, antisémites, à l'Hyper Cacher et aujourd'hui encore je suis là devant vous, pour prendre les responsabilités qui sont les miennes, pour protéger les Français et aussi pour vous dire d'avancer, de continuer à vivre, parce que les terroristes veulent s'en prendre à ce que nous sommes et aussi à l'esprit qui est le nôtre, à la vie, à la confiance que nous avons dans l'avenir, à l'espoir que nous formons pour être une société démocratique et juste. Nous devons donc continuer. Continuer à vivre, continuer à agir, continuer à lever de l'espoir et notamment pour les générations futures.

Je viens ici pour ces vœux pour, au-delà des Corrèziens, m'adresser à tous les territoires de France, et notamment aux territoires ruraux. Je connais ici leur atout, il est immense : un environnement préservé, une agriculture de qualité, un artisanat dynamique, des PME innovantes, une qualité de vie, celle que vous connaissez, une solidarité humaine. C'est ce qui explique l'attractivité des territoires ruraux et notamment cette volonté de beaucoup de citoyens de vouloir rejoindre ces espaces.

Je connais aussi les interrogations de nos compatriotes qui vivent sur ces territoires et qui peuvent parfois éprouver des angoisses. Elles se sont exprimées lors des consultations électorales de l'année dernière. Elles sont exacerbées quand la crise agricole elle-même frappe des exploitants qui se dévouent pour leur production ou lorsque des mutations industrielles viennent supprimer des emplois. Alors, il y a des questions qui se posent : sommes-nous du bon côté de l'Histoire ? Le progrès passera-t-il encore de notre côté ou allons-nous rester au bord du chemin ? Avec cette crainte d'être délaissés, abandonnés, oubliés, en pensant que tout se concentre dans les métropoles, dans les grandes villes et qu'il y aurait comme une fatalité qui pèserait sur ces territoires, qui verraient des jeunes partir, qui verraient les services publics s'éloigner et jamais venir les nouvelles technologies. Alors, je dois répondre à ces inquiétudes, ces interrogations, ces angoisses, qu'elles soient fondées ou non, puisqu'elles sont éprouvées. Il ne peut pas y avoir de territoires oubliés de la République, que ce soient des espaces que l'on dit ruraux ou que ce soient des banlieues. C'est la responsabilité de l'Etat de garantir l'égalité dans l'accès à tous les services la sécurité, la santé, l'éducation, l'emploi, la culture, le numérique.

L'égalité, ce n'est pas l'uniformité et on ne peut pas adopter partout les mêmes solutions sans prise en compte des spécificités locales et ce serait d'ailleurs nous condamner à rendre partout un service dégradé. Ne rien toucher, ce serait passer à côté des évolutions qui sont nécessaires. Pire encore, opposer les territoires entre eux, les grandes villes aux départements, les grandes régions aux communes, ce serait fragmenter la France alors que nous avons besoin d'unité. La France a toujours été diverse. Elle a besoin d'agglomérations puissantes, des métropoles attractives à l'échelle de l'Europe, elle a besoin aussi de départements qui assurent la proximité et la solidarité. Elle a besoin de communes fortes regroupées dans des intercommunalités pour faire vivre la démocratie. C'est cette complémentarité qui nous permet d'assurer le développement local dans la cohésion nationale.

C'est le sens de la réforme territoriale que j'ai engagée il y a trois ans. Personne ne pensait que

nous irions au bout. Nous y sommes ! Les régions, les grandes régions, les treize régions de métropoles sont là depuis le 1er janvier et elles ont la taille nécessaire, la capacité d'investissement. Les départements se sont renouvelés avec un nouveau mode de scrutin permettant d'ailleurs la parité et ces départements assurent leur rôle. Puis il y a les intercommunalités. Grand sujet, l'intercommunalité : regrouper celles et ceux qui le veulent et celles et ceux qui ne le veulent pas ou qui ne veulent pas être avec les autres et préfèrent toujours être avec ceux qui sont un peu plus loin pour être sûr que cela ne se fera jamais. Le mouvement est inéluctable et en Corrèze, d'ici 2017, je crois que nous pouvons réduire de moitié le nombre des intercommunalités, tout en respectant la volonté des élus. A l'échelle de la France, il en sera de même : nous arrivons à baisser le nombre d'intercommunalités, de plus de 2.000 à plus de 1.000. J'ai même noté qu'il y avait maintenant des communes qui voulaient unir encore davantage leurs destins et fusionner, ce qui paraissait jusqu'alors presque irréalisable. C'est à la demande des maires que ce processus a pu s'amplifier. Nous allons d'ailleurs continuer à donner, en 2016, des incitations financières pour qu'il en soit ainsi. Cela prouve que les territoires ruraux sont capables de s'ouvrir, sont capables de participer à tous les grands mouvements. La réforme territoriale mais aussi ceux qui ont été évoqués ici et sur lesquels je serai très bref : la révolution numérique, la transition écologique, la démocratie.

Il faut d'abord réduire la fracture numérique. C'était l'un de mes prédécesseurs, Jacques CHIRAC, qui avait parlé de fracture sociale et aujourd'hui, cette fracture qui n'a d'ailleurs pas disparu, vient s'ajouter à une autre fracture qui est celle d'avoir des territoires qui n'ont pas accès aux nouvelles technologies. J'ai d'ailleurs fixé un objectif : que la moitié de la population soit être couverte en très haut débit en 2017. L'Etat a investi 3 milliards d'euros dans le cadre de ce plan et cet objectif sera tenu. J'ai également décidé de donner une nouvelle impulsion parce que cela va encore trop lentement : des dispositions simplifieront les déploiements. En 2016, tous les départements seront concernés. On va utiliser l'offre par satellite pour apporter aux foyers il y en a 150.000 qui ne sont pas aujourd'hui en capacité d'être desservis, notamment ceux qui sont en zone de montagnes - mais j'ai bien entendu ce qui se dit aussi sur les fameuses zones blanches, c'est-à-dire les endroits où l'on ne peut pas passer le moindre coup de téléphone. En 2016, plus de 30 millions d'euros seront mobilisés pour réaliser l'équipement de 300 communes très rurales. Plusieurs sont concernées en Corrèze, au moins six, et il y en aura plus de vingt supplémentaires d'ici 2017. Car je ne veux pas qu'il y ait l'idée sur un territoire, que des citoyens pourraient être pleinement dans la mondialisation, pleinement dans l'échange, dans l'information et d'autres qui seraient relégués parce qu'ils habitent dans des endroits où cela ne passerait pas parce que cela coûterait trop cher. Cette inégalité serait insupportable.

Le deuxième chantier est celui de la santé. J'avais promis de mettre les Français à moins de 30 minutes d'une prise en charge en cas d'urgence médicale. Deux millions en étaient privés en 2012. Nous avons déjà réduit ce nombre par deux et nous ferons en sorte de continuer. 700 médecins généralistes sont formés cette année à l'aide médicale d'urgence, les transports médicaux sont facilités. Il y avait 170 Maisons de santé en 2012, il y en aura plus de 1000 en 2017. En Corrèze, il y en avait 3 en 2012, il y en a 10 aujourd'hui et d'autres encore ouvriront, notamment à Tulle. De même, j'ai voulu que nous puissions multiplier l'installation de jeunes médecins pour justement lutter contre les déserts médicaux. 1.700 médecins pourront être accompagnés pour une installation dans les territoires ruraux ou dans certaines banlieues de nos villes.

Vous avez évoqué, Monsieur le Président du Conseil départemental, le vieillissement. C'est un sujet, parce que cela peut être à la fois une question de dignité - comment accompagner les plus anciens - et aussi une question de modernité - comment mettre les nouvelles technologies à leur disposition - et même une question de création d'emplois et d'activités à travers ce que nous pouvons proposer comme formations et donc comme nouveaux emplois. L'APA sera revalorisée cette année pour la dépendance lourde et il y aura une baisse du ticket modérateur pour les plus modestes. L'accès à l'aide à domicile sera ainsi facilité et l'Etat compensera intégralement cette revalorisation des plans d'aide. J'appelle aussi les collectivités à maîtriser la dépense et à accompagner l'effort de l'Etat

accompagner l'effort de l'Etat.

L'égalité, c'est aussi d'avoir des services publics présents partout mais pas dans n'importe quelles conditions. Lorsque plus personne ne fréquente un bureau de poste, lorsqu'il n'y a plus d'élèves à mettre dans l'école, il est trop tard ! C'est avant qu'il faut agir. Nous allons donc créer ces Maisons de services publics, il y en a en Corrèze. Nous allons pouvoir utiliser le réseau des bureaux de poste pour faire que toutes les administrations - et les technologies nous y aideront - puissent fournir aux usagers toutes les informations pour assurer leurs démarches.

Le service public le plus essentiel est l'école. Il existe - je l'ai voulu ainsi - des conventions ruralité, pour permettre justement d'anticiper les regroupements pédagogiques et maintenir les écoles pendant qu'il en est temps et qui permet aussi d'accompagner la réforme des rythmes scolaires. Cette réforme a pu à un moment susciter de nombreux débats : fallait-il que les élèves travaillent 4 jours, 4 jours et demi et quand ? Le mercredi, le samedi ? Aujourd'hui, qui remet en cause cette réforme ? Nous avons pu, grâce aux élus, grâce aux maires et je veux ici les en remercier, réaliser cette étape absolument indispensable pour améliorer le travail scolaire et le rythme de l'enfant. L'Etat a créé un fonds de soutien, il le pérennisera pour justement favoriser le succès de cette réforme.

Je veux également insister sur le numérique à l'école. J'avais lancé comme Président du Conseil général, ce plan pour les collèges : l'ordinateur pour tous, la tablette pour tous et je pense que c'est une orientation qui était tellement bonne pour la Corrèze que j'ai voulu la faire appliquer pour la France. Il est vrai que maintenant, l'Etat va accompagner les départements pour mettre à disposition de tous les élèves en collège cet outil informatique qui est indispensable pour la réussite. Il faudra qu'il y ait effectivement et ce sera le cas ici - ce complément venu des conseils départementaux. C'est un grand projet pour notre pays, être l'un des premiers à faire que cette technologie, ce numérique puisse être à la disposition de tous. Il faudra former les enseignants, ils le sont d'ailleurs, pour qu'ils puissent utiliser pleinement ce qui existe déjà dans beaucoup d'écoles j'en ai inauguré un certain nombre ici - les tableaux interactifs, tableaux blancs, qui permettent maintenant de réaliser de grandes choses sur le plan pédagogique. Nous le ferons partout en France !

Vous m'avez interrogé sur un autre sujet : le désenclavement du territoire. C'est un sujet que je connais depuis trente ans au moins. Il y a eu des progrès, convenons-en : autoroutes, aéroport mais il y a encore ce problème du ferroviaire. Alain ROUSSET a dit qu'il y était attentif, que le maillage régional répondra au mieux aux besoins de mobilité. Il est à la tête de la plus grande région de France, il aura donc à gérer un réseau de transport important - mais l'Etat doit également faire son devoir. La ligne à grande vitesse entre Poitiers et Limoges est inscrite, la déclaration d'utilité publique a été prise il y a un an, je l'ai moi-même décidée. Il y a des recours. Vous connaissez une décision où il n'y a pas de recours ? Il faut que la justice tranche car nous sommes dans un Etat de droit, mais parallèlement, nous devons préparer le financement et c'est ce qu'a proposé le Président ROUSSET. Une fois que les autorisations auront été données, que les études puisqu'elles sont inscrites dans le contrat de plan pour 42 millions d'euros auront été faites, les travaux pourront démarrer s'il y a les financements. Dans l'attente, il y a la modernisation des réseaux existants, qui est une priorité et pas simplement pour cette grande région. Ici, cela s'appelle le POLT. Brive aurait pu être citée mais sans doute que cela ne faisait pas une bonne agrégation. Un milliard et demi d'euros ont été inscrits sur dix ans pour renouveler la ligne, pour la rendre plus sûre, pour améliorer le confort du voyageur et donc la qualité du service. Ces sommes sont inscrites et je veillerai à ce que la SNCF puisse effectivement les utiliser pour que cela aille le plus vite possible. Je ne parle pas du train, je parle des travaux pour améliorer le confort. Les territoires ruraux sont un atout pour la France et elle doit en être pleinement consciente. Ce n'est pas une charge, ce n'est pas un fardeau, d'ailleurs pas plus que les quartiers de nos villes seraient une difficulté ou un handicap. Nous avons besoin de tous nos concitoyens, nous avons besoin de tous nos territoires, nous avons besoin de toutes les forces de la France et nous n'avons à faire aucune distinction. Chacun doit avoir ses droits et ses devoirs, chacun doit pouvoir participer à la vie collective.

Alors ici, dans un territoire rural, c'est l'agriculture qui doit être soutenue, parce que c'est elle,

non pas qui fait vivre toute la population mais qui permet d'avoir des paysages, qui permet d'avoir aussi une production agricole qui fait le succès de nos exportations et qui permet d'avoir la qualité de notre alimentation. Il y a une crise majeure de l'élevage. L'Etat a mis en place en étroite concertation avec la profession, un plan de soutien. C'est ce que l'on appelle une année blanche l'année, une année pendant laquelle nous allégeons les charges, nous allégeons les remboursements pour que les agriculteurs les plus endettés puissent passer ce cap. En Corrèze, 550 dossiers sont éligibles au titre des mesures d'allègement de charges, 1 600 demandes ont été reçues à titre de mesures fiscales et sociales, c'est dire l'importance de la crise aussi ici, même si là où elle frappe le plus, c'est en Bretagne avec les éleveurs de porcs. S'ils disparaissent, c'est toute une production qui risque également de s'effacer et avec toutes les entreprises de transformation qui vont avec. Il faut alors prendre des mesures, un plan, des allègements de charges, un effacement pour partie de la dette. Nous connaissons non seulement une crise de production, une crise des prix mais aussi une crise climatique. Des mesures doivent être prises par rapport à la sécheresse qui a frappé aussi vos Régions et je veille donc à ce qu'il puisse y avoir une prise en compte la plus correcte possible, la plus juste possible.

Comme si cela ne suffisait pas, il y a aussi des crises sanitaires : la fièvre catarrhale ovine, puis maintenant la grippe aviaire. Là aussi, le ministre de l'Agriculture, Stéphane LE FOLL, a annoncé des mesures d'accompagnement qui seront proposées prochainement pour que l'on puisse compenser les pertes de marge nette et les pertes de revenus des agriculteurs concernés. Je suis sûr que les collectivités accompagneront ce processus car nous avons besoin de l'agriculture. Il n'y a pas de ruralité sans agriculture mais il n'y a pas non plus de ruralité sans toutes les forces qui permettent de faire vivre ce territoire. Ici en Corrèze, vous êtes les forces qui y contribuent et je veux ici saluer le réseau irremplaçable des élus, 500 000 dans notre pays pour l'essentiel bénévoles qui se dévouent pour la citoyenneté. C'est une chance considérable pour la France d'avoir cette capacité républicaine à laquelle j'espère, s'ajouteront aussi les militants associatifs, ils sont nombreux. Nous allons développer encore le Service Civique parce que nous avons besoin de cette mobilisation, surtout dans cette période.

Je sais que les communes font des efforts pour investir alors même que leurs ressources sont limitées et l'étendue de leur territoire est parfois importante. Je mesure les contraintes, notamment avec les dotations de l'Etat qui diminuent et je veux ici vous dire la vérité : si nous voulons faire des économies dans le budget de l'Etat pour financer des dépenses essentielles, il faudra faire des économies aussi dans les collectivités et c'est largement engagé, si l'on veut ne pas augmenter les prélèvements. Connaissez-vous des citoyens qui veulent que leurs prélèvements augmentent ? Nous avons donc intérêt à maîtriser la dépense et j'y veille particulièrement. Néanmoins, j'ai voulu que puissent être dégagés des financements supplémentaires qui soient en partie réservés aux communes rurales : 500 millions d'euros en 2016 pour les investissements de ces communes et notamment pour les bourgs centres qui jouent un rôle très important dans la ruralité et 500 autres millions pour accompagner la transition énergétique, le numérique et le bâtiment. Pour que cela aille vite, les crédits ont été délégués aux préfets qui sont ici, pour qu'ils puissent engager très rapidement ces opérations avec les élus.

De même, avec la COP 21 et je remercie le Président de la région d'avoir rappelé combien cette négociation a été menée avec succès à son terme, nous avons donc le devoir de développer des investissements dans le numérique, dans l'énergie, dans le renouvelable, ce que l'on appelle le développement durable. Le Directeur général de la Caisse des Dépôts est là, nous allons donc mettre à la disposition des prêts à des taux quasi-nuls pour qu'il y ait ces investissements. Ici en Corrèze, du renouvelable s'est installé, notamment des centrales solaires ont été mises en place. Il y a des territoires à énergie positive qui aujourd'hui sont bénéficiaires de crédits venant du ministère de l'Ecologie. Les territoires ruraux peuvent être des terrains favorables à ce que l'on appelle la croissance verte. Utilisons ces capacités nouvelles pour faire de l'innovation sur vos territoires.

Il y a enfin le tourisme, je veux insister là-dessus. Le tourisme est un gisement considérable.

Nous avons parlé de la mondialisation avec ce qu'elle charriait de crises, d'inquiétudes mais il y a aussi toutes ces populations qui accèdent à un niveau de vie et qui veulent découvrir nos paysages, nos territoires. A nous d'être prêts à le faire.

Lundi, je présenterai aux partenaires sociaux un plan d'urgence pour lutter contre le chômage. J'annoncerai des mesures sur l'apprentissage, sur la formation professionnelle, sur l'aide à l'embauche dans les PME et également sur l'investissement. Ces mesures seront particulièrement adaptées à l'économie de vos territoires. Ce qui compte, c'est moins l'effet d'annonce que la mobilisation de l'ensemble des acteurs, les entreprises d'abord puisque ce sont elles qui créent les emplois, mais aussi des collectivités locales qui doivent accompagner ce processus. Je pense à l'apprentissage, à la formation, à l'aide aux PME, à la transition énergétique. Nous sommes dans une situation où il faut aller de plus en plus vite, où l'économie va de plus en plus vite et où les règles de la vie politique ou de la vie administrative, elles, n'ont pas changé depuis des décennies. Si nous ne nous adaptons pas rapidement à cette nécessité de l'action, nous serons dépassés. Il ne s'agit pas de changer nos règles institutionnelles, il s'agit de comprendre que nous ne pouvons pas attendre et qu'il faut parfois même anticiper par rapport à des lois qui ne sont pas encore votées. Ce sera d'ailleurs le cas pour les aides à l'embauche. Je vous demande donc de vous saisir de tous ces instruments.

Mesdames et Messieurs, nous avons traversé l'année dernière, je le disais, des épreuves. Nous aurions pu nous replier sur nous-mêmes pour panser nos blessures et sécher nos larmes, nous aurions pu aussi nous déchirer dans la haine, nous diviser et nous perdre. Au contraire, nous avons fait bloc, nous nous sommes unis, rassemblés. Le pays a montré son attachement à la liberté, à ses valeurs mais aussi à ses institutions. La France a veillé - j'ai voulu aussi vous en remercier - à éviter les amalgames, les surenchères, les stigmatisations mais nous ne sommes pas à l'abri. Le racisme, l'antisémitisme sont là et on en voit, hélas, quelques manifestations honteuses. La radicalisation prend des chemins parfois imprévus et touche des jeunes, de plus en plus jeunes, qui se tournent, hélas, vers des lieux de combats où ils n'ont rien à faire et nous devons y veiller.

Il y a également le terrorisme, qui peut encore frapper, d'où notre vigilance. La plus grande menace qui pourrait atteindre notre pays, ce serait de perdre notre identité, j'allais dire notre âme. C'est-à-dire l'idée que nous nous faisons de nous-mêmes, ce dont nous avons hérité et que nous devons porter pour l'avenir. Ce que nous devons conjurer a un nom, cela s'appelle la peur : la peur de l'invasion, la peur du déclin, la peur de l'autre. La France n'a pas à avoir peur parce qu'elle est la France et un pays comme le nôtre ne peut pas céder à cette tentation. Ce serait nous renier ! Alors la meilleure réponse, je voulais vous l'annoncer ici, est de nous unir, c'est de nous rassembler et c'est surtout d'avancer, de montrer notre vitalité, notre force d'âme et la grandeur de notre mode de vie. C'est tout simplement garder notre esprit de résistance, l'esprit de résistance ici en Corrèze, c'est le progrès et c'est la République.

Je vous souhaite tous mes vœux de bonheur pour l'année qui vient. Je vous souhaite d'être mobilisés comme vous l'avez été. Je vous souhaite d'être pleinement Français. Merci.